

**PROCÈS-VERBAL DE LA 98^e RÉUNION DU
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
(CCEK)**

Approuvé

DATE : Les 4 et 5 décembre 2003

ENDROIT : Salle Marcel-Lortie, Environnement Canada
1141 route de l'Église, Ste-Foy, QC

SONT PRÉSENTS :

Nommés par l'Administration régionale Kativik (ARK) :

M. Michael Barrett, président
M. David Okpik

Nommés par le gouvernement du Canada :

M. Claude Abel
M^{me} Suzanne Larochelle
M. Gilles H. Tremblay

Nommés par le gouvernement du Québec :

M. Jean Couture
M^{me} Paule Halley

Secrétaire exécutive :

M^{me} Nathalie Girard

SONT ABSENTS:

M. Eli Angiyou, nommé par l'ARK
M^{me} Hélène LeBlond, nommée par le gouvernement du Québec

INVITÉS :

M ^{me} Josée Brunelle	ARK
M. Codey Green	Ministère de l'Environnement du Québec
M. André Isabelle	Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec
M. Michel Jobin	Ministère de l'Environnement du Québec
M. Robert Lanari	Société Makivik
M. Normand Laprise	Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec
M. Daniel Martin	Chercheur, projets changements climatiques et santé
M. Thomas J. Mulcair	Ministre de l'Environnement du Québec

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

La directrice générale régionale d'Environnement Canada, M^{me} Mimi Breton, accueille les membres du CCEK et leur souhaite la bienvenue. Ensuite, le président déclare la réunion ouverte et invite les membres à proposer des modifications à l'ordre du jour.

L'ordre du jour ainsi modifié est adopté:

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la 96^e réunion
3. Adoption du procès-verbal de la 97^e réunion
4. Eau potable au Nunavik
5. Affaires découlant de la 97^e réunion et correspondance
6. Plan régional de développement du territoire public et nouvelle affectation du territoire public
7. Rencontre avec le ministre de l'Environnement du Québec, M. Thomas J. Mulcair
8. Sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik et ligne de radars Mid Canada
9. Budget, membres et secrétariat
10. Rapport annuel 2002-2003 du CCEK
11. Changements climatiques
12. Production et conservation d'électricité
13. Gestion de la forêt boréale au Nunavik
14. Recyclage au Nunavik
15. Varia
16. Date et lieu de la prochaine réunion

Proposé par : M. Jean Couture

Appuyé par : M. Claude Abel

Adopté à l'unanimité.

2. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA 96^e RÉUNION

L'adoption du procès-verbal de la 96^e réunion est reportée à la tenue d'une conférence téléphonique qui aura lieu en janvier 2004.

3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA 97^e RÉUNION

L'adoption du procès-verbal de la 97^e réunion est reportée à la tenue d'une conférence téléphonique qui aura lieu en janvier 2004.

4. EAU POTABLE AU NUNAVIK

Le CCEK accueille M. Daniel Martin, chercheur affilié au projet CCAF A 563 intitulé: *Les changements climatiques, l'eau potable et la santé humaine au Nunavik : stratégies d'adaptation*. M. Martin débute en expliquant que le mode de vie des Inuits les porte à être parmi les populations les plus exposées à des risques de contamination de l'environnement. En effet, les changements climatiques prévus pour les prochaines années devraient avoir un impact sur la disponibilité et la qualité de l'eau potable au Nunavik. Ainsi, M. Martin et son équipe ont visité la région Nord-du-Québec en juin 2003 afin d'y obtenir de l'information concernant les installations de traitement d'eau. M. Martin dresse un bilan des faits saillants qui émanent de ces visites menées dans les villages d'Umijuaq, de Puvirnituk, d'Ivujivik et de Kangiqsujuaq.

Les visites lui ont permis de faire le point sur les habitudes de consommation des résidents, sur la condition et l'utilisation des installations de traitement des eaux. Plusieurs personnes ont été interviewées. Certaines de ces personnes ont mentionné que l'eau potable consommée par les résidents du Nunavik provient souvent de sources locales d'eau non-traitée. Les raisons invoquées au maintien de cette habitude sont que l'eau naturelle est meilleure au goût, plus fraîche et représente une activité traditionnelle. Selon les résultats de M. Martin, cette habitude représente un danger pour la santé humaine dont le plus fréquent est de développer une gastroentérite.

M. Martin mentionne que certaines installations de traitement d'eau seraient complexes et parfois mal entretenues. Un membre ajoute que la propreté des systèmes de pompage et des camions-citernes pourrait être sujette à un contrôle plus sévère. Quant aux réservoirs résidentiels, M. Martin souligne qu'ils seraient aussi source de problèmes puisqu'ils sont parfois difficiles d'accès pour le nettoyage. Pour cette raison, certains résidents nettoient leur réservoir de façon inadéquate. Ainsi, il serait prudent d'inciter la population à apprendre comment nettoyer leur réservoir d'eau potable de façon sécuritaire.

Au cours des prochains mois, M. Martin prévoit recueillir de l'information sur les observations des infirmières dans les villages et compiler les résultats de tests d'eau réalisés lors de ses visites. Il conclut en proposant une étude plus vaste qui impliquerait tous les villages. Le CCEK suivra l'évolution de ses recherches.

5. AFFAIRES DÉCOULANT DE LA 97^e RÉUNION ET CORRESPONDANCE

Les principaux sujets abordés sont les suivants :

1. Dans le cadre de la consultation publique concernant la nouvelle approche d'affectation du territoire public, le CCEK a envoyé une lettre à Mme Louise Ouellet, sous-ministre au ministère de l'Environnement du Québec, afin de recommander un plan régional distinct pour le territoire situé au nord du 55^e parallèle.
2. La secrétaire mentionne que les affiches du CCEK ont été envoyées aux villages nordiques ainsi qu'à divers organismes gouvernementaux et privés. Elle spécifie qu'il y a encore plusieurs exemplaires disponibles au secrétariat.
3. La Commission de la qualité de l'environnement Kativik enverra ses procès-verbaux à partir de leur 101^e réunion au secrétariat du CCEK.
4. M. Robert Comtois, consultant, a accepté de continuer à travailler sur le projet de révision des annexes 1 et 2 du chapitre 23 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

6. PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC ET NOUVELLE APPROCHE D'AFFECTATION DU TERRITOIRE PUBLIC

Plan régional de développement du territoire public

Le CCEK accueille M. Normand Laprise ainsi que M. André Isabelle, représentants du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec (MRNFP). Ils présentent le concept, les objectifs, l'élaboration et les échéanciers du Plan régional de développement du territoire public (PRDTP), région Nord-du-Québec. Dans un premier temps, le gouvernement prévoit proposer un plan de développement pour la région. Ce plan sera présenté aux communautés afin de recueillir leurs avis. Ils soulignent que la collaboration des résidents et des utilisateurs (propriétaires de pourvoiries, utilisateurs de sentiers de motoneige, organismes de tourisme d'aventure, etc.) via l'Administration régionale Kativik (ARK) et les communautés de la région constitue une des étapes les plus importantes pour la réalisation du PRDTP. Ils mentionnent que le plan directeur d'aménagement des terres de la région Kativik est un outil qui favorisera l'accélération du processus de développement du PRDTP région Nord-du-Québec. Une fois terminé, le PRDTP permettra au gouvernement de donner des baux aux utilisateurs, organismes ou individus en fonction des diverses affectations des terres. M. Laprise insiste sur le fait que c'est un long processus qui ne pourra se terminer sans l'accord de toutes les parties impliquées.

À ce jour, les organismes et individus qui participeront aux consultations sont identifiés. Pour la région Nord-du-Québec, le gouvernement considère que l'ARK pourra agir comme principal interlocuteur. Les travaux ont débuté en octobre 2003 et se poursuivront durant une période minimum de deux ans. Cependant, une première étape concernant des mesures transitoires devrait être adoptée dès janvier 2004 par le MRNFP après consultation de l'ARK.

Un membre souligne que le territoire est vaste pour la réalisation d'un seul PRDTP pour cette région Nord-du-Québec. M. Laprise répond qu'il est déjà question de faire deux PRDTP pour de cette région, un pour le nord du 55^e parallèle et un second pour le sud du 55^e parallèle.

Un membre demande s'il y aura un plan de mise en oeuvre du PRDTP. M. Laprise admet que c'est une question à laquelle ils ne peuvent répondre pour le moment.

Nouvelle approche d'affectation du territoire public

M. Laprise termine en expliquant que la nouvelle approche d'affectation du territoire public suit les mêmes objectifs généraux que le PRDTP. Cependant, la nouvelle approche sera de plus grande envergure puisqu'elle impliquera les organismes de tous les secteurs d'intervention (miniers, forestiers, fauniques, Hydro-Québec, etc.) tout en tenant compte des résultats des PRDTP.

7. RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC

Les membres souhaitent la bienvenue à M. Thomas J. Mulcair, ministre de l'Environnement du Québec. Ce dernier est accompagné de deux attachés politiques, M. Codey Green et M. Michel Jobin.

Quatre sujets ont principalement été abordés, soit la gestion des matières résiduelles au Nunavik, la ligne de radars Mid Canada, les sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik et le financement du CCEK.

Plan de gestion des matières résiduelles au Nunavik

Le président explique que la région du Nunavik est aux prises avec un problème de gestion de ses matières résiduelles. En effet, la réalisation d'un plan de gestion des matières résiduelles est incontournable. Cependant, le décret #357-2002 exclut la région de l'attribution de fonds de la part du gouvernement du Québec pour la réalisation d'un tel plan. Les membres du CCEK soulignent que cette situation est déplorable et expliquent les démarches entreprises au cours de la dernière année afin d'améliorer la situation. Monsieur le Ministre répond qu'il y aura prochainement des changements à Recyc-Québec lesquels seraient susceptibles d'aider à résoudre ce problème.

La ligne de radars Mid Canada et les sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik

Le président présente au Ministre le rapport sur la ligne de radars Mid Canada. Il poursuit en expliquant les objectifs des travaux dont le plus important est d'éliminer les matériaux dangereux de ces 42 sites abandonnés depuis 14 ans. Ce projet mené par l'Administration régionale Kativik est le fruit d'une collaboration avec les communautés Inuites, Crees et Naskapis.

Le président dépose ensuite le rapport d'inventaire des sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik. M. Robert Lanari ainsi que Mme Josée Brunelle expliquent le déroulement des travaux d'inventaire et celui proposé pour les travaux de nettoyage anticipés. Le nettoyage des 18 sites caractérisés comme prioritaires devrait s'échelonner sur une période de 5 ans et devrait engendrer des coûts de 4 200 000\$.

M. Mulcair exprime son intérêt pour visiter certains sites contaminés ciblés pour les travaux de nettoyage qui débuteront au cours de la saison estivale 2004. M. Mulcair souligne qu'il pourrait rencontrer des compagnies minières et le gouvernement du Canada afin de solliciter leur contribution au projet. Monsieur le Ministre termine en félicitant les responsables du dossier pour la réalisation de telles activités et s'engage à appuyer la poursuite des travaux.

Le financement du CCEK

Le président explique la situation financière du CCEK. Il mentionne que depuis deux ans, le gouvernement du Québec supporte unilatéralement l'augmentation budgétaire accordé au CCEK. Depuis cette augmentation, la contribution du gouvernement du Canada n'atteint pas le 50% du budget total annuel qui est prévu à l'article 23.5.23 de la CBJNQ.

M. le Ministre souligne qu'il a de bonnes relations avec le gouvernement du Canada et particulièrement avec M. David Anderson, ministre de l'Environnement. M. Mulcair termine en promettant de soutenir le CCEK pour un financement récurrent au niveau actuel.

8. SITES ABANDONNÉS D'EXPLORATION MINIÈRE AU NUNAVIK ET LIGNE DE RADARS MID CANADA

M. Robert Lanari et Mme Josée Brunelle présentent les détails du dernier rapport de hiérarchisation des sites abandonnés d'exploration minière en vue d'un éventuel nettoyage. Plus particulièrement, ils décrivent les méthodes d'analyse qui ont servi à identifier les 18 sites ayant un fort taux de contamination (sites majeurs). Les auteurs du rapport proposent de procéder dans un premier temps au nettoyage des sites fortement contaminés et par la suite de procéder au nettoyage de sites moins contaminés lorsque ces derniers sont plus facilement accessibles. Les auteurs soulignent que les travaux devront correspondre au budget alloué au projet. Ils terminent en mentionnant que le projet fut présenté au premier Ministre du Québec, M. Jean Charest, en octobre dernier et qu'il fut bien reçu. Le CCEK encourage la poursuite des travaux et souhaite être informé des prochains développements.

9. BUDGET, MEMBRES ET SECRÉTARIAT

Budget

Selon les nouveaux renseignements obtenus, le CCEK serait admissible à une exemption de 50% des taxes. Comme le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James, il répond au profil des organismes admissibles à une telle exemption (50%). Les formulaires seront remplis prochainement afin de faire bénéficier le CCEK de cette exemption pour l'année financière en cours.

Lors d'un appel téléphonique, M. Robert Joly a confirmé au président du CCEK que le projet d'entente administrative entre le CCEK et le MENV est en cours d'élaboration.

Les membres souhaitent que les états financiers du CCEK leur soient présentés lors de la prochaine réunion.

Membres

Les membres apportent des modifications à la proposition de lettre concernant la rémunération des membres nommés par le gouvernement du Québec et ceux nommés par l'Administration régionale Kativik pour le temps qu'ils passent à préparer les réunions et à y assister. Les deux situations étant distinctes, il est convenu de préparer pour l'instant une lettre portant uniquement sur la rémunération des membres nommés par le gouvernement du Québec.

Secrétariat

Un sous-comité est formé afin de traiter des questions relatives aux conditions du congé de maternité de la secrétaire exécutive.

10. RAPPORT ANNUEL 2002-2003 DU CCEK

Une seconde version provisoire du rapport annuel est présentée aux membres qui proposent des modifications. Avant l'impression du rapport, les membres conviennent de tenir une conférence téléphonique pour discuter des derniers ajustements.

11. CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Un des membres mentionne que le projet *Changements climatiques au Nunavik: Enjeux reliés à l'accès au territoire et aux ressources* est commencé. Des questionnaires seront distribués et des entrevues seront réalisées dans 4 villages nordiques dès février 2004. Le CCEK agit comme partenaire dans le projet.

Les membres du CCEK souhaitent qu'un membre Inuit réalise un message à la radio locale expliquant le rôle ainsi que les principaux sujets traités au CCEK.

12. PRODUCTION ET CONSERVATION D'ÉLECTRICITÉ

Un membre spécifie qu'Hydro-Québec désignera prochainement une personne responsable de ce dossier. Pour cette raison, ce sujet est reporté à la prochaine réunion.

13. GESTION DE LA FORÊT BORÉALE AU NUNAVIK

Le CCEK a contacté M. Jean-Pierre Létourneau, ingénieur forestier au ministère des Ressources naturelles de la faune et des parcs (MRNFP) afin de s'informer de l'état des connaissances, de la gestion et de la planification du MRNFP concernant les forêts au-delà du 55^e parallèle. M. Létourneau a confié qu'une équipe élabore actuellement un projet pilote sur la cartographie extensive du Nord. Cependant, il est trop tôt pour le présenter. Le CCEK prévoit appuyer les travaux de M. Létourneau et demeurera ainsi attentif aux prochains développements dans ce dossier.

14. RECYCLAGE AU NUNAVIK

Au cours d'une réunion officielle de l'ARK tenue les 18, 19 et 20 novembre 2003, le président de l'ARK a souligné qu'il escomptait que le recyclage soit une priorité pour les prochaines années.

Contenants consignés

Suite aux efforts déployés par le CCEK, les organismes locaux de Kuujjuaq et l'ARK, une presse à canettes d'aluminium est en fonction à Kuujjuaq depuis le mois de novembre 2003.

Matières dangereuses

L'ARK continue de recueillir de l'information sur les matières dangereuses résiduelles présentes dans les villages. Des représentants d'Hydro-Québec ont été approchés pour collaborer à l'amélioration de la gestion des matières dangereuses résiduelles au Nunavik. Ces derniers sont intéressés à collaborer et ce, plus précisément, dans le dossier de la valorisation des huiles usées dans la région.

Tri dans les sites d'élimination

L'ARK a déployé les fonds nécessaires à la réalisation d'une étude de faisabilité concernant le projet de tri et de gestion des sites d'élimination au Nunavik. L'ARK et le CCEK ont élaboré une liste des résultats attendus de cette étude qui devrait être terminée au printemps 2004.

18. VARIA

1-La secrétaire exécutive mentionne qu'avec l'aide d'un membre, elle a pris connaissance du *Projet de Loi #102*, traitant de la collecte sélective au Québec et de la responsabilité financière des entreprises. Ils ont convenu que ce projet de loi n'est pas applicable au Nunavik pour l'instant.

2-Le MENV a constitué une équipe de travail pour étudier la *Loi sur la qualité de l'environnement du Québec*. (LQE). Le CCEK sera informé s'il y a des modifications prévues au chapitre 2 de la LQE.

3-La secrétaire exécutive informe les membres de la réalisation d'un *Atlas des plantes des villages nordiques*, dont l'auteur est M. Marcel Blondeau, botaniste.

19. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

Les membres conviennent que la 99^e réunion du CCEK aura lieu à Québec les 25 et 26 février 2004.

Il est proposé par M. Jean Couture et appuyé par M. David Okpik de lever la réunion. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Nathalie Girard
Secrétaire exécutive
19 janvier 2004

**MINUTES OF THE 98TH MEETING OF THE
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE
(KEAC)**

Approved

DATE: December 4–5, 2003

PLACE: Marcel-Lortie Room, Environment Canada
1141 De l'Église Road, Ste-Foy, Québec

PRESENT:

Kativik Regional Government appointees:

Michael Barrett, President
David Okpik

Government of Canada appointees:

Claude Abel
Suzanne Larochelle
Gilles H. Tremblay

Gouvernement du Québec appointees:

Jean Couture
Paule Halley

Executive Secretary

Nathalie Girard

ABSENT:

Eli Angiyou, KRG appointee
Hélène LeBlond, Gouvernement du Québec appointee

GUESTS:

Josée Brunelle	KRG
Codey Green	MENV
André Isabelle	MRNFP
Michel Jobin	MENV
Robert Lanari	Makivik Corporation
Normand Laprise	MRNFP
Daniel Martin	Researcher, climate change and health projects
Thomas J. Mulcair	Québec Minister of the Environment

1. CALL TO ORDER AND ADOPTION OF AGENDA

The regional director general of Environment Canada, Mimi Breton, welcomed the members of the KEAC. Subsequently, the KEAC president called the meeting to order and invited the members to propose any necessary changes to the agenda.

The agenda was modified and adopted as follows:

1. Call to order and adoption of agenda
2. Adoption of the minutes of the 96th meeting
3. Adoption of the minutes of the 97th meeting
4. Drinking water in Nunavik
5. Business arising from the 97th meeting and correspondence
6. *Regional Public Land Development Plan* and new approach to public land use planning
7. Meeting with the Québec Minister of the Environment (Thomas J. Mulcair)
8. Abandoned mineral exploration sites in Nunavik and Mid-Canada Line radar sites
9. Budget, members and secretariat
10. 2002–03 KEAC annual report
11. Climate change
12. Power generation and conservation
13. Management of the boreal forest in Nunavik
14. Recycling in Nunavik
15. Miscellaneous
16. Date and place of the next meeting

Moved by: Jean Couture
Seconded by: Claude Abel
Motion passed unanimously.

2. ADOPTION OF THE MINUTES OF THE 96TH MEETING

It was decided to postpone the adoption of the minutes of the 96th meeting until a telephone conference planned for January 2004.

3. ADOPTION OF THE MINUTES OF THE 97TH MEETING

It was decided to postpone the adoption of the minutes of the 97th meeting until a telephone conference planned for January 2004.

4. DRINKING WATER IN NUNAVIK

The KEAC welcomed Daniel Martin, a researcher who is affiliated with project CCAF A 563, *Climate Change, Drinking Water and Human Health in Nunavik: adaptation strategies*. Mr. Martin explained that, as a result of their lifestyle, the Inuit population faces a very high exposure to environmental contamination and that predicted future climate change will likely affect the availability and quality of drinking water in Nunavik. Mr. Martin and his team travelled through Northern Québec in June 2003 to collect information on water treatment facilities. Mr. Martin presented the main observations made during his visits to the villages of Umiujaq, Puvirnituk, Ivujivik and Kangiqsujuaq.

Mr. Martin's visits to these villages allowed him to take stock of residents' consumption patterns as well as the state and use of water treatment facilities. Several individuals were interviewed and some mentioned that Nunavik residents often draw their drinking water from untreated sources. The reasons given for this practice were natural water tastes better and is fresher, and the practice is a traditional activity. According to Mr. Martin's results, this practice poses certain health risks for humans, including most commonly gastroenteritis.

Mr. Martin stated that some water treatment facilities are complicated to operate and are sometimes poorly maintained. One member added that water pumping and truck delivery systems could be monitored more closely. Mr. Martin stressed that residential water tanks remain problematic because access to some for cleaning is difficult. As a result, cleaning carried out by some residents is inadequate. It would therefore be appropriate to encourage the general public to learn how to properly clean their drinking water tanks.

In the coming months, Mr. Martin plans to collect information from local nurses and to compile the results of local drinking water tests conducted during his visits to the villages. Finally, he proposed a more extensive study that would cover all the villages in the region. The KEAC will continue to follow Mr. Martin's research.

5. BUSINESS ARISING FROM THE 97TH MEETING AND CORRESPONDENCE

The following topics were discussed:

1. In the framework of public consultations concerning the *New Approach to Public Land Use Planning*, the KEAC sent a letter to Louise Ouellet, deputy minister at the Québec Ministère de l'Environnement (environment, MENV), recommending a distinct regional plan for the territory north of the 55th parallel.
2. The executive secretary informed the meeting that copies of the KEAC poster had been sent to each Northern village as well as to various government and private organizations. She noted that copies of the poster are still available.
3. The Kativik Environmental Quality Commission will begin forwarding copies of its meeting minutes to the KEAC secretariat, beginning with its 101st meeting.
4. Robert Comtois, a consultant, has agreed to continue participating on revision work of schedules 1 and 2 of Section 23 of the *James Bay and Northern Québec Agreement*.

6 REGIONAL PUBLIC LAND DEVELOPMENT PLAN AND THE NEW APPROACH TO PUBLIC LAND USE PLANNING

Regional Public Land Development Plan

The KEAC welcomed Normand Laprise and André Isabelle, representatives of the Québec Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (natural resources, wildlife and parks, MRNFP). The two representatives presented the concept, the objectives, the work plan and the timetable of a regional public land development plan for Northern Québec. Initially, the government would like to propose the creation of a development plan for the region. The territory's communities will then be given the opportunity to provide input into the development process. Messrs. Laprise and Isabelle emphasized that the input of residents and users via the Kativik Regional Government (KRG) (outfitters, snowmobilers, adventure tourism operators, etc.) is an essential element of the development process. They also stated that the *Master Plan for Land Use in the Kativik Region* is a tool that will accelerate the process. With the creation of a development plan, the government will be able to issue leases to users, organizations and individuals based on various land uses. Mr. Laprise reiterated that the creation of such a development plan is a long process that requires the backing of all players.

The organizations and players that will take part in consultations have been determined. For Northern Québec, the government has identified the KRG as the main stakeholder. Work on the development plan began in October 2003 and will continue for at least two years. An initial stage concerning transitional provisions should however be adopted by the MRNFP in consultation with the KRG before January 2004.

One member indicated that the territory to be covered under a single development plan is enormous. Mr. Laprise responded that some consideration has already been given to

dividing the plan into two components: one for the territory north of the 55th parallel and another for the territory south of the 55th parallel.

One member asked if an implementation plan has been prepared for the regional public land development plan. Mr. Laprise admitted that, for the moment, they were unable to answer to that question.

New Approach to Public Land Use Planning

Mr. Laprise concluded by stating that the new approach to public land use planning possesses the same general objectives as the regional public land development plans. However, the New Approach is on a larger scale since it involves organizations from all sectors (mining, forestry, wildlife, Hydro-Québec, etc.) and it is based on the results of the regional public land development plans.

7. MEETING WITH THE QUÉBEC MINISTER OF THE ENVIRONMENT

The members welcomed Thomas J. Mulcair, the Québec Minister of the Environment. The Minister was accompanied by two political attachés, Codey Green and Michel Jobin. Four topics were discussed: waste management in Nunavik, Mid-Canada Line radar sites, abandoned mineral exploration sites in Nunavik and KEAC funding.

Waste management plan for Nunavik

The KEAC president explained that Nunavik is struggling with the problem of waste management and that a waste management plan is essential. Order-in-Council 357-2002, however, excludes the region from government funding for the preparation of such a plan. The KEAC indicated that this situation is unsatisfactory and, furthermore, it explained the actions taken over the past year to resolve the situation. The Minister stated that upcoming changes at Recyc-Québec should help to resolve the problem.

Mid-Canada Line radar sites and abandoned mineral exploration sites in Nunavik

The KEAC president presented to the Minister a report on the clean-up of Mid-Canada Line radar sites. He explained the different objectives of the project, including most importantly the removal of hazardous waste which had been abandoned at 42 sites 14 years ago. The Inuit, Cree and Naskapi all contributed to the project which was co-ordinated by the KRG.

Next, the KEAC president tabled an inventory report of abandoned mineral exploration sites in Nunavik. Robert Lanari and Josée Brunelle explained how the inventory was completed and how planned clean-up work could be conducted. Clean-up of 18 priority sites could be spread over five years at a cost of \$4.2 million.

The Minister indicated that he would be interested in visiting some of the clean-up sites included in the summer 2004 schedule. He also indicated that he could solicit contributions for the project from mining companies and the Government of Canada. The Minister congratulated all those involved in the project for their hard work and he promised his support in the future.

KEAC funding

The KEAC president explained the KEAC's financial situation. He stated that, for two years, the Gouvernement du Québec has unilaterally covered the KEAC's increased budget. Since the approved increase, the annual contribution of the Government of Canada has not reached 50% of the KEAC's total budget, breaching paragraph 23.5.23 of the *James Bay and Northern Québec Agreement*.

The Minister indicated that he is working closely with the Government of Canada and, in particular, David Anderson, the federal Minister of the Environment. The Minister promised to help the KEAC to maintain its current financial situation.

8. ABANDONED MINERAL EXPLORATION SITES IN NUNAVIK AND MID-CANADA LINE RADAR SITES

Robert Lanari and Josée Brunelle presented in detail the latest clean-up prioritization report for abandoned mineral exploration sites in Nunavik. In particular, they described the methodology used to identify 18 sites with high levels of contamination (major sites). The authors of the report proposed to prioritize clean-up work at the most heavily contaminated sites before proceeding with clean-up of the less contaminated sites if they are easily accessible. They also stated that the clean-up work should respect the allotted budget and that the project was well received by the Premier of Québec, Jean Charest, during a presentation last October. The members urged continuation of the project and asked to be kept informed of developments.

9. BUDGET, MEMBERS AND SECRETARIAT

Budget

New information indicates that the KEAC may be eligible for a 50% tax exemption. As is the case for the James Bay Advisory Committee on the Environment, the KEAC fits the profile of organizations eligible for a 50% tax exemption. Appropriate application forms will be completed shortly for the current financial year.

During a telephone conference, Robert Joly confirmed with the KEAC president that the work on the proposed administrative agreement between the KEAC and the MENV is ongoing.

The members asked that the KEAC's financial statements be presented at their next meeting.

Members

The members made changes to the draft letter concerning the remuneration of the members appointed by the Gouvernement du Québec and those appointed by the KRG for the time they spend preparing and attending meetings. As the two situations are separate, it was agreed that, for the moment, a letter be prepared concerning exclusively the remuneration of the members appointed by the Gouvernement du Québec.

Secretariat

A sub-committee was created to study questions relating to the conditions that apply to the executive secretary's upcoming maternity leave.

10. 2002-03 KEAC ANNUAL REPORT

A second version of the draft annual report was presented to the members who proposed further changes. Prior to the printing of the annual report, the members agreed to hold a telephone conference to discuss the latest changes.

11. CLIMATE CHANGE

One of the members noted that implementation of the project *Climate Change in Nunavik: Land and Resource Access Issues* was now underway. Questionnaires will be distributed and interviews conducted in four Northern villages beginning in February 2004. The KEAC is participating in this project.

The members would like one of the KEAC's Inuit members to discuss the KEAC's mandate and main objectives on local radio stations in Nunavik.

12. POWER GENERATION AND CONSERVATION

One of the members informed the meeting that Hydro-Québec will designate a representative shortly. As a result, further discussion was postponed until the next meeting.

13. MANAGEMENT OF THE BOREAL FOREST IN NUNAVIK

Recently, the KEAC contacted Jean-Pierre Létourneau, a forest engineer at the MRNFP, to inquire into the MRNFP's level of knowledge, management and planning for forests north of the 55th parallel. Mr. Létourneau indicated that a team is currently

working on an extensive mapping pilot project in the North, but that it is too early to present the project. The KEAC plans to back Mr. Létourneau's work and will continue to monitor developments.

14. RECYCLING IN NUNAVIK

During an official sitting of the KRG held on November 18–20, 2003, the KRG chairman stressed that he would like recycling to be made a priority in coming years.

Deposit-back containers

Further to the efforts of the KEAC, local organizations and the KRG, an aluminium-can compactor has been in operation in Kuujuaq since November 2003.

Hazardous materials

The KRG continues to collect information on hazardous waste in the region's villages. Hydro-Québec was asked to co-operate on improving hazardous waste management in the region and it has demonstrated interest in the initiative, particularly with respect to the reclamation of spent oil.

Sorting at waste disposal sites

The KRG has committed the funds necessary to complete a feasibility study into a sorting and management project for waste disposal sites in Nunavik. Together, the KRG and the KEAC have drawn up a list of expected results for the study which should be completed by the spring of 2004.

18. MISCELLANEOUS

1- The executive secretary noted that a member had recently made her aware of Bill 102 concerning selective collection in Québec and the financial responsibility of businesses. They agreed that, for the time being, this bill is not applicable in Nunavik.

2- The MENV created a work team to study the *Environmental Quality Act*. The KEAC will be kept informed of any amendments being planned for Chapter II of the Act.

3- The executive secretary provided the meeting with information concerning the *Atlas des plantes des villages nordiques* (plants of the Northern villages) prepared by Marcel Blondeau, a botanist.

19. DATE AND PLACE OF THE NEXT MEETING

The members agreed that the KEAC's 99th meeting will be held in Quebec City on February 25–26, 2004.

The closure of the meeting was proposed by Jean Couture and seconded by David Okpik. The motion was passed unanimously.

Nathalie Girard
Executive Secretary
January 19, 2004